



L'avenir de l'agriculture dans les aires urbaines de moyenne importance : une étude prospective

Tout au long de l'année 2017 ont eu lieu des ateliers prospectifs dans les aires urbaines de Montauban et Castelsarrasin, Albi et Rodez. Les participants représentaient les acteurs du territoire, qu'ils s'agissent des élus, des agriculteurs, des opérateurs des filières agricoles, des chambres d'agriculture, des syndicats agricoles, de la société civile représentée par les associations de consommateurs et environnementales et de l'État.

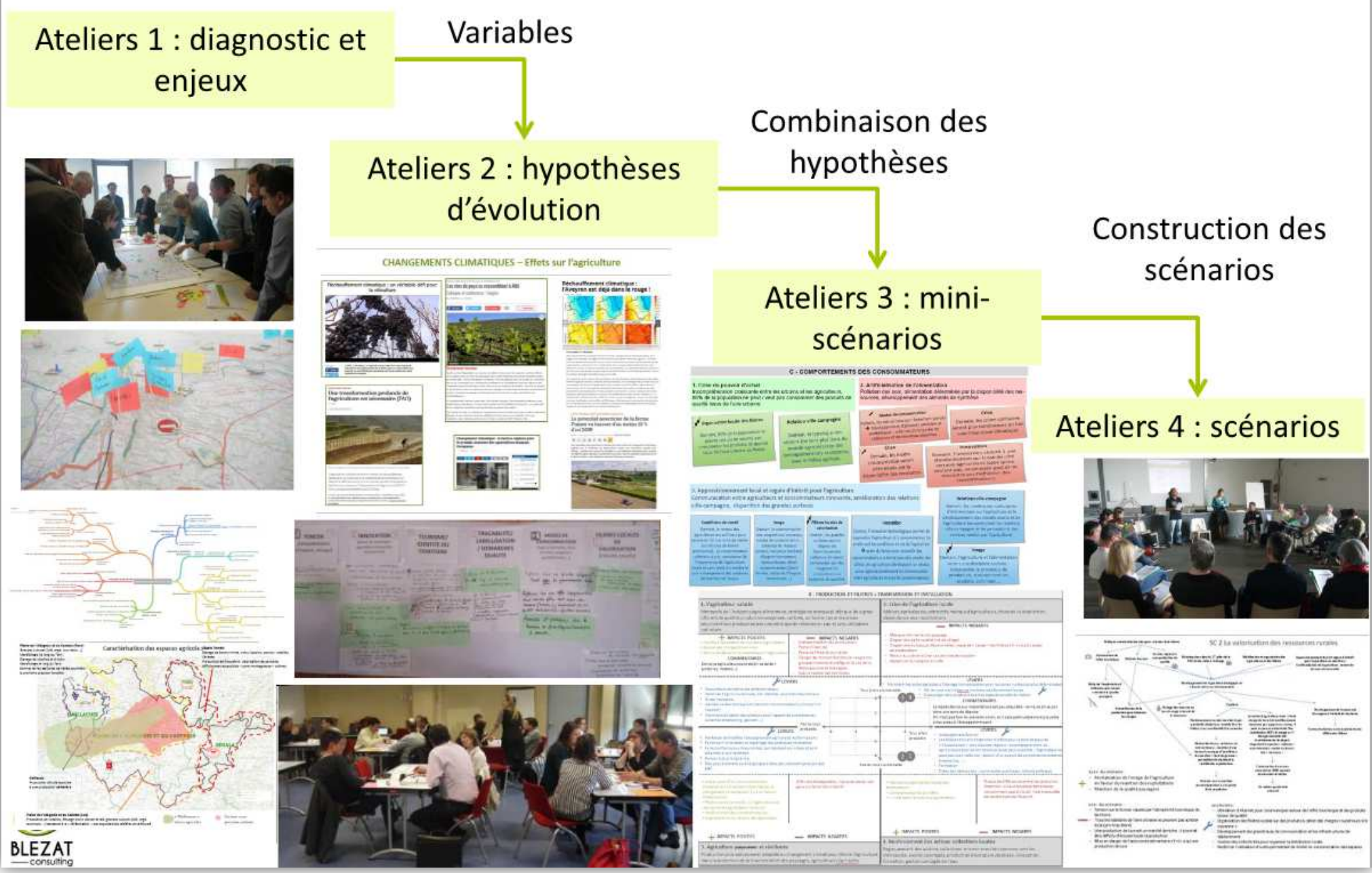
Lors de 4 ateliers, les participants ont partagé le diagnostic du territoire, se sont projetés dans le champ des possibles, et ont débattu sur des scénarios.

Le 4^{ème} atelier a eu lieu les 16, 17 et 18 mai 2017. 3 scénarios issus des ateliers précédents ont été présentés et discutés. Cette plaquette présente le résultat de ces travaux.

Un dernier atelier regroupant les participants des 3 territoires est proposé mi-octobre, afin de tirer les conclusions de cette démarche, et de réfléchir collectivement aux actions à mener ensemble.

Vous pourrez retrouver tous les documents produits lors de cette démarche sur Google drive : goo.gl/pCKUFN.

Les 4 ateliers



Séminaire final

Les acteurs des 3 territoires se retrouveront à Albi, pour le séminaire final de cette démarche prospective qui aura lieu le 19 octobre 2017.



Le récit : *Benoît a 40 ans...*

... il est producteur de Roquefort sur le Ségala. Il a 1 000 brebis, et une machine à traire totalement automatisée. Tous les jours, le camion de la laiterie vient récupérer le lait produit. 2 fois par an, pour les périodes de naissance, les agneaux sont également collectés et vont dans une unité d'engraissement industrielle qui a été construite en 2022. Un contrat passé avec la laiterie lui garantit un revenu annuel. Cela lui permet de couvrir ses charges : il a dû contracter d'énormes dettes pour pouvoir s'agrandir.

Ce modèle favorise le développement de niches en circuits courts sur certains secteurs privilégiés comme le secteur du Marcillac.



Benoît est gagné par le sentiment de solitude, comme nombre d'agriculteurs qui résident sur le Causse où la taille minimum des exploitations est de 300 ha. Les exploitants sont donc peu nombreux sur chaque commune.

Les quelques exploitations restantes très compétitives sont cependant pérennes.

La forte diminution du nombre d'exploitations et d'agriculteurs n'est pas souhaitable. L'agriculture et les agriculteurs sont isolés et marginalisés. La population en zone rurale est en baisse et les actifs sont concentrés en zone urbaine.

Par ailleurs, Benoît n'a plus le temps d'entretenir les haies ou les chemins. Il abandonne également les parcelles les moins accessibles qui s'enfrichent. Quand il traverse le Ségala pour rejoindre Rodez, il constate avec regret la fermeture de certains paysages. Les parcelles où grandissaient les veaux du Ségala élevés sous la mère, un des symboles de l'agriculture aveyronnaise, sont peu à peu abandonnées. La production n'était plus assez compétitive comparée à celle de l'Ouest de la France.

L'évolution de l'agriculture transforme de manière néfaste les paysages qui se ferment. Cette perte d'identité Aveyronnaise des paysages a un impact négatif sur le tourisme.



En février, Benoît est allé au Salon de l'Agriculture à l'initiative de la laiterie qui y organisait un événement. Lors de ses discussions avec les visiteurs, il a constaté que la marque « Aveyron » avait perdu de sa notoriété. Le stand « Aveyron » ne vend plus aussi bien qu'il y a 10 ans.

Ce constat se traduit d'ailleurs, sur le territoire. L'agglomération de Rodez attire toujours autant d'emplois dans les secteurs de l'agroalimentaire mais les profils ont changé. Les filières, standardisées, sont rattachées à des groupes internationaux qui ont largement concurrencé les entreprises locales. Nombre d'ateliers de découpe ont fermé au cours des 10 dernières années.

La standardisation de la production engendre une perte d'identité du caractère agricole de l'Aveyron. La production et son goût s'uniformise. Le territoire est moins reconnu pour la qualité de ses produits.

Les jeunes sont de moins en moins attirés par le métier d'agriculteur qui nécessite d'ailleurs un investissement financier qu'ils ne peuvent supporter tant la spéculation foncière est élevée.

La transmission d'exploitations est difficile lorsque leur taille est importante. Si le prix de cession est élevé, ce sont des sociétés capitalistes qui acquerront les exploitations et l'agriculture « paysanne » disparaîtra. Il n'y a plus de maîtrise du foncier et des exploitations au niveau local.

La présence de groupes agro-alimentaires puissants assure le maintien d'emplois et du chiffre d'affaire au niveau du département.

Benoît songe sérieusement à passer du statut d'exploitant à celui de salarié. Moins de stress, moins d'investissement personnel, mais également moins de marge de manœuvre dans son travail.



Scénario 2 : La valorisation des ressources

« Ce scénario est très favorable car il prend en compte les atouts du département. Sa réalisation nécessite un travail en commun de tous les acteurs. »

« Ce scénario favorise le lien entre agriculture et territoire. »

« Dans ce scénario, le territoire ne bénéficie moins aux locaux. L'Aveyron ne peut pas être uniquement un territoire touristique. »

« Attention, il ne faut pas se replier sur soi ! »

« Ce scénario ne prend peu en compte la question climatique. »

Points positifs



2020, a été une période charnière pour l'agriculture ruthénoise : difficultés concernant la reprise des exploitations (faute de repreneurs), fortes diminutions des aides à l'élevage au niveau de la PAC. En parallèle, la demande des consommateurs pour des produits sains, naturels, s'est encore renforcée. Traduction de cette évolution, en 2020, les grandes et moyennes surfaces ne proposaient plus d'œufs de poules élevées en batterie.

L'adaptation des politiques agricoles et la coopération des acteurs locaux sont favorables

Les élus locaux et régionaux ont décidé de réagir fortement, en lien avec la profession agricole. Tous les acteurs du territoire ont été mis à contribution, pour valoriser au mieux toutes les ressources. L'important tissu de transformation local a été un vrai atout dans cette stratégie.

La Région a orienté ses aides sur l'organisation des filières et la valorisation de la qualité environnementale des productions. L'INRA de Toulouse et l'Agricampus La Roque ont été mis à contribution pour expérimenter différents modèles. Les coopératives et les metteurs en marché ont réussi à trouver des marchés porteurs pour les produits issus de l'Agriculture Biologique ou certifiés à Haute-Valeur Environnementale. L'image Aveyronnaise a favorisé la promotion de ces produits auprès des clientèles toulousaines ou montpelliéraines.

L'environnement est préservé. L'image « nature » de l'Aveyron est renforcée et valorisée par un effet panier de biens. Les produits agricoles sous labels sont valorisés par association au patrimoine paysager



Les produits locaux de qualité sont seulement accessibles aux ménages aisés. Quelle est la place des produits de qualité de milieu de gamme accessible au consommateur « lambda » ?

En 2035, les produits locaux ont également une bonne image à l'export grâce à ces labels : en effet, en Angleterre, en Allemagne, la production plus industrielle ne porte pas cette image de naturalité qui permet d'améliorer la valorisation. Heureusement d'ailleurs que les produits s'exportent, car les consommateurs français ont fortement diminué leur consommation de viande, pour des raisons diététiques, éthiques (exploitation de l'animal), ou environnementale (impact sur la planète).

Les ressources (terres, eau, etc.) sont partagées entre les acteurs et préservées



Il faut mettre en adéquation l'offre et la demande des produits locaux et rechercher des marchés extérieurs capables de payer le prix pour éviter une concurrence qui découragerait les agriculteurs.

Cette stratégie a permis le maintien de nombreux exploitants sur le territoire ainsi qu'une adaptation des pratiques (extensification, autonomie fourragère...). Les éleveurs ont acquis une grande technicité afin de garantir cette qualité et de maîtriser les coûts de production. L'équipement du territoire en matière d'irrigation est un exemple qui est souvent repris par la profession pour illustrer la technicité et la collaboration : initiée en 2025, cette politique d'investissement a été réfléchiée en anticipant la baisse des consommations (par le changement de pratique) et en travaillant sur le partage des usages (eau potable, irrigation, tourisme) ce qui a permis de favoriser l'acceptabilité des projets par le territoire.

Ce modèle avec une forte valeur ajoutée de la production permet de créer des emplois agricoles avec de meilleurs revenus et une reconnaissance de la société.

L'adaptation peut être difficile pour beaucoup d'agriculteurs.

Cependant, le modèle demeure fragile pour les agriculteurs, et une partie de la population locale ne peut acheter ces produits locaux, trop chers. Elle a tendance à se rabattre sur des produits d'importation.

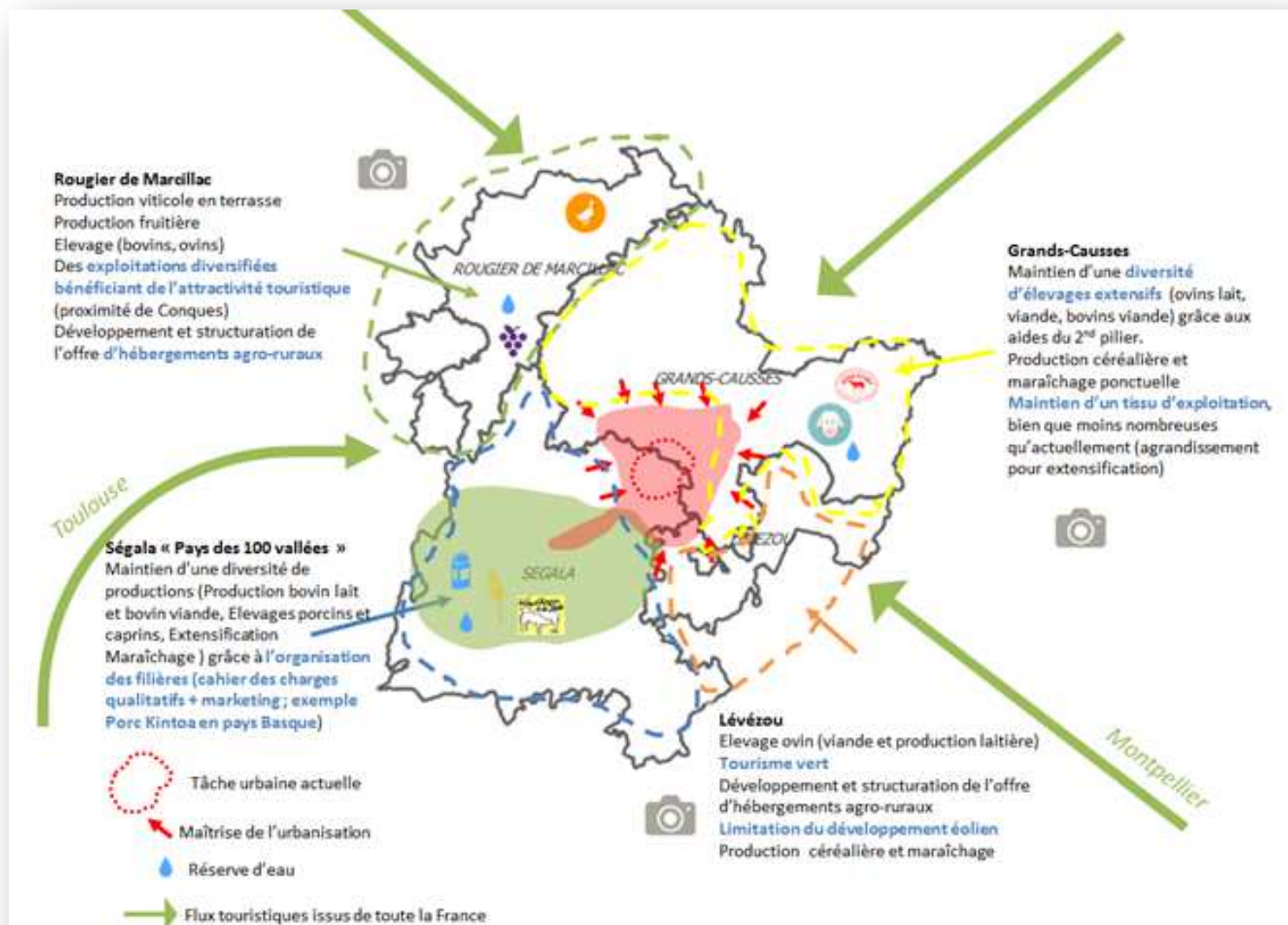
Le risque d'une agriculture à 2 vitesses (l'une chère et de qualité et l'autre bon marché et industrialisée) est sous-jacent.

Les synergies entre agriculture, transformation, tourisme, ... favorisent le maintien d'un tissu social dense en zones « rurales » et l'installation d'agriculteurs.

En 2027, l'arrivée d'aides PAC centrées sur l'emploi (et non plus sur les surfaces) apporte un début de réponse : de nouvelles exploitations voient le jour par l'installation de néo-agriculteurs qui veulent proposer une alimentation locale pour tous. L'évolution des aides leur permet de se lancer tout en minorant le coût de leur production à la vente

Ce modèle économique est fragile car dépendant aux aides et aux prix élevés des produits.

Cela se traduit sur le territoire...



Le récit : *Birgit est élue...*

... à la Communauté d'Agglomération du Grand Rodez. D'origine néerlandaise, elle est venue s'installer à Ste-Radégonde il y a 10 ans, car elle est tombée amoureuse du Ruthénois.

L'agriculture et son image sont favorables au développement touristique. Le territoire est attractif.

Elle a participé à la mise en place d'un grand chantier de valorisation touristique du territoire : création d'une application locale en lien avec les autres territoires aveyronnais, aides à la construction de gîtes et chambres d'hôtes ruraux, grande campagne de communication sur la naturalité du territoire, les loisirs verts...

Grâce à sa maîtrise de l'anglais et de l'allemand, elle a participé à la mise en place de réseaux agro-touristiques internationaux, de nombreux européens du Nord viennent découvrir le terroir qui donne naissance aux viandes de l'Aveyron si réputée.

Dans ses fonctions d'élue, elle assure souvent un rôle de médiation quant à l'usage du foncier : agriculture ou tourisme. Elle a proposé à la communauté d'agglomération de s'impliquer sur cette thématique par la mise en place de nouvelles compétences, en particulier concernant la maîtrise foncière.

Attention, une image « musée » du territoire va à l'encontre de l'innovation





Scénario 3 : Une aire urbaine résiliente

« Ce scénario est très favorable car il prend en compte les atouts du département. Sa réalisation nécessite un travail en commun de tous les acteurs. Ce scénario favorise le lien entre agriculture et territoire. La mise en réseau des acteurs sur différentes thématiques (environnement, foncier, etc.) renforce les liens entre acteurs (élus locaux, agriculteurs, habitants) et permet un développement plus harmonieux du territoire. »

« Attention, il ne faut pas se replier sur soi !

Ce scénario conserve peu les racines qui construisent l'identité et préservent l'attachement au territoire. » Dans ce scénario, le territoire ne bénéficie moins aux locaux. L'Aveyron ne peut pas être uniquement un territoire touristique. Attention, il ne faut pas se replier sur soi ! Ce scénario ne prend pas en compte la question climatique. »

Points positifs



En 2030, suite à l'amplification des catastrophes climatiques à l'échelle mondiale, les pays des Nations Unies se mobilisent pour appliquer les accords de Paris et de Marrakech, renforcés lors de la COP 24 en Pologne. Suite à une série d'ouragans dévastateurs en Floride, les Etats-Unis ont engagé des mesures. En Europe, la Politique Agricole Commune est renforcée et réorientée vers la résilience, la limitation des gaz à effet de serre, et l'adaptation au changement climatique. La Région Occitanie, du fait de la diversité des productions et des terroirs, encourage des contrats agricoles locaux avec les PETR et les agglomérations, afin de mettre en place les aides les plus adaptées. Le Grand Rodez et les PETR ont ciblé leur action sur trois axes :

- l'autonomie fourragère
- le développement des énergies renouvelables (éolien, bois dont taillis courte rotation, et méthanisation)
- la mise en réseau des acteurs.



Points négatifs



Les acteurs prennent en compte les contraintes environnementales et s'adaptent au changement climatique.

Depuis longtemps déjà, les élus locaux ont mis en place une politique foncière très maîtrisée. En effet, avec les fluctuations rapides du prix du pétrole, l'augmentation du coût des aménagements, l'installation des nouveaux habitants se fait préférentiellement en zone urbaine resserrée où les équipements liés à la mobilité sont les plus efficaces.

Les mentalités des consommateurs ont évolué, tous sont en recherche de « bons plans » pour s'alimenter pas cher et sain.

La perte de filières agro-alimentaires génératrice d'emplois fragilise ce modèle.

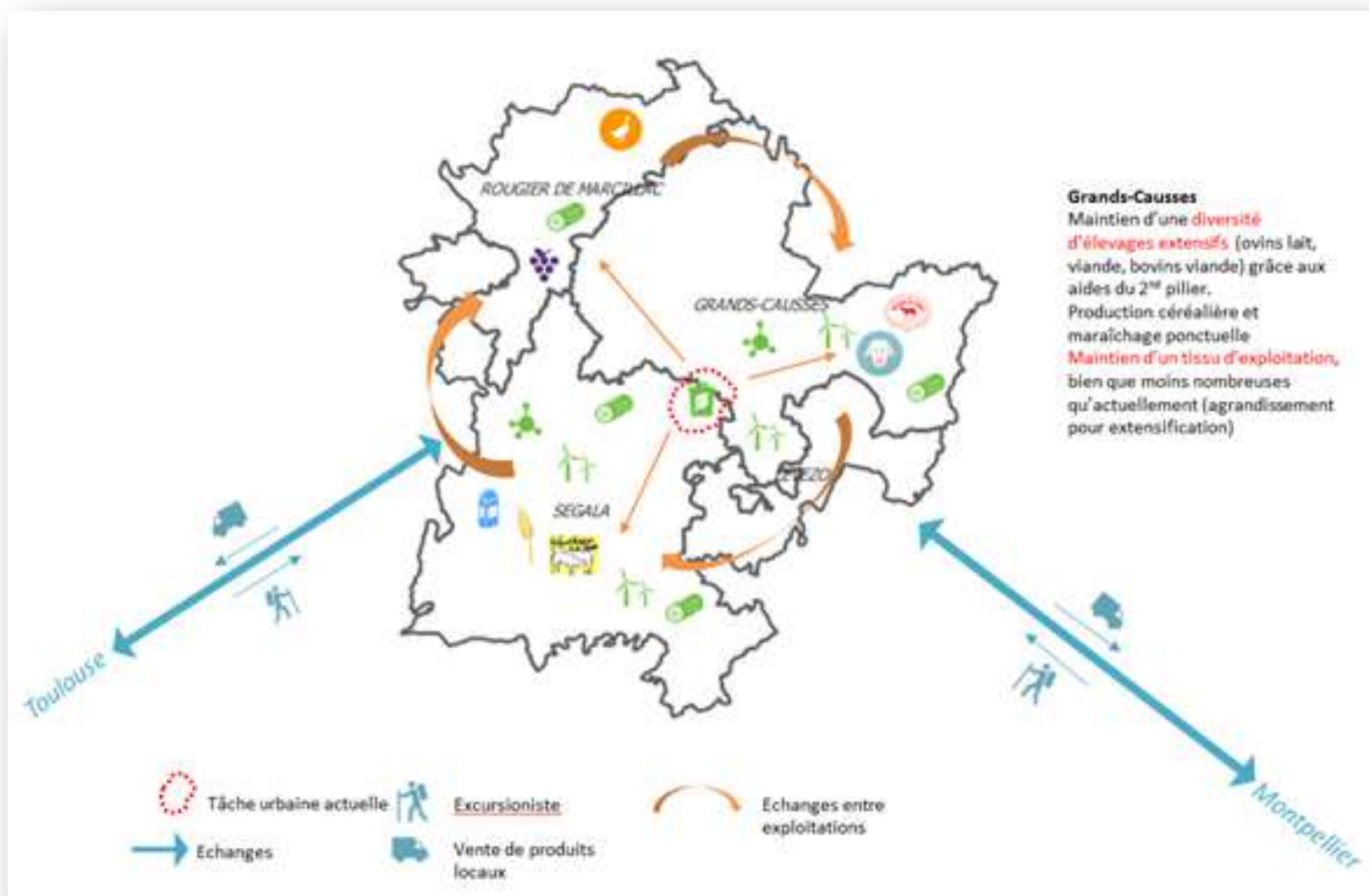
Le tourisme aussi a changé, avec la cherté du pétrole, s'est développé l'excursionnisme, plutôt que le tourisme longue distance devenu trop coûteux. L'Aveyron est devenu une destination prisée des citadins venus des grandes métropoles.

Un système économique local avec un bassin de production et de consommation se développe.

Tous ces consommateurs potentiels sont une opportunité pour l'agriculture aveyronnaise.

Le tourisme rémunérateur est en baisse.

Cela se traduit sur le territoire...





Le récit : *Alban a 20 ans...*

... il est passionné par le développement durable et l'environnement. Depuis tout petit, il a appris à l'école à quel point l'agriculture est importante.

Il a participé à de nombreuses visites d'exploitations, à des ateliers de cuisine, à la visite du site de compostage et de méthanisation de Rodez. Ce dernier est alimenté pour moitié par les bio-déchets des ménages (tout le monde trie depuis 2025), et par des déchets agricoles. Dans sa famille, et comme chez tous ses copains, tout le monde est un peu jardinier : dans les jardins bien sûr pour ceux qui en ont, mais aussi sur les toits, ou dans des jardins partagés dans les différents quartiers.

Aujourd'hui, Alban veut devenir agriculteur professionnel sur la terre d'origine de ses grands-parents, près de Baraqueville. Il n'a pas de terre ni d'exploitation. Il s'est rendu à une réunion la semaine dernière où l'APABA expliquait toutes les possibilités offertes pour réaliser ce genre de projets.



On ne souhaite pas créer des kolkhozes

Tout d'abord, il y a des petites « sociétés foncières locales » composées d'habitants, de collectivités, d'entreprises, qui achètent du foncier et le louent à des agriculteurs. Ensuite, il est assez simple de rejoindre un Groupement d'Intérêt Economique et Ecologique, ces réseaux d'agriculteurs qui partagent leurs techniques et leur matériel. Des coopératives de commercialisation composées de producteurs et de consommateurs permettent d'écouler les productions, soit localement, soit dans les agglomérations voisines de Toulouse, Montpellier et Clermont-Ferrand.

La maîtrise du foncier et l'accompagnement des collectivités permet à des « hors cadre familial » de s'installer : fin d'une activité qui « s'hérite ».

La mise en place de coopératives de commercialisation est intéressante.

Ce type d'exploitations agricoles est-il compétitif ?

Quand il va se balader dans le Ségala, il aperçoit de plus en plus de zones de production de taillis courte rotation, qui sont utilisés dans les chaudières collectives de chaque ville.

Grace à ces synergies et à l'entraide entre les différents acteurs, il devrait concrétiser son projet, mais il va d'abord falloir qu'il se forme à un métier devenu très technique, notamment sur le volet production d'énergie.



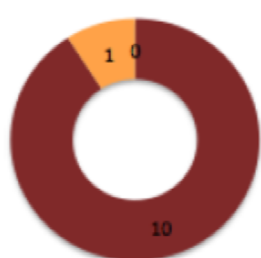
La production d'énergies renouvelables apporte un complément de revenus. Cette polyvalence est créatrice d'emplois.

Les transitions à opérer (contraintes environnementales, compétences techniques, etc.) sont difficiles et certains agriculteurs risquent d'abandonner le métier. Il faut ainsi renforcer la formation initiale.

L'agriculture doit-elle être associée à la production d'énergie ?

L'évaluation des participants

Avez-vous l'impression que les scénarios finaux sont fidèles à toute la démarche de construction des 3 précédents ateliers ?



- 1- Oui, j'ai retrouvé les éléments de débat qu'on a eus sur les mini-scénarios
- 2- Moyennement, expliquez :
- 3- Non, je ne me retrouve pas du tout dans les scénarios présentés ; expliquez :

*Il manque la référence aux produits sous signes officiels de qualité et d'origine (SIQO) en plus du bio et de la HVE.

Commentaires, précisions, propositions, attentes pour le séminaire de restitution prévu cet automne :

- ✓ Echanger avec les autres territoires de l'étude
- ✓ Objectiver les scénarios par rapport aux politiques actuelles et aux orientations à venir (Etat, Europe, etc.)
- ✓ Réfléchir sur les leviers d'action (à tous les niveaux, par exemple institutionnel – DRAAF, DDT, CD 12, PETR-) et les points de vigilance
- ✓ Etre synthétique
- ✓ Des actions concrètes articulées par les différents acteurs issues de réflexions communes
- ✓ Etre ambitieux
- ✓ Le travail en un groupe est intéressant : plus de pistes sont évoquées



Atelier 4 - Aire urbaine de Rodez / 16 mai 2017 La synthèse

Vers une vision partagée

La discussion autour des scénarios a permis de mettre en lumière certains aspects « repoussoirs », et d'autres qui font consensus.

A Rodez, le « scénario idéal » réunit donc les ingrédients suivants :

- la **recherche de valeur ajoutée** pour les agriculteurs, et d'une **diminution de la dépendance à des facteurs externes** par définition non maîtrisables : développement de l'autonomie fourragère, développement de « niches » en circuits courts, valorisation de la qualité des productions locales, développement de la compétitivité, maintien de groupes agro-alimentaires performants sur le territoire, recherche de marchés « extérieurs » pour éviter une trop grande concurrence entre agriculteurs localement, développement de nouvelles filières (ex. de l'énergie)
- le **maintien des actifs agricoles, garantie d'une vie rurale dynamique et de paysages entretenus, qui font aussi l'identité de l'Aveyron**. Cela passe par une maîtrise du foncier (planification et prix) pour permettre des installations et le maintien d'exploitants locaux (et non des sociétés d'investissement)
- le maintien d'une **diversité d'agricultures et de productions**, vue comme un facteur de résilience et d'identité
- le **renforcement des liens entre acteurs**, de la coopération territoriale : agriculteurs/territoire (collectivités et habitants)
- une **meilleure prise en compte de l'environnement et des ressources** pour préparer l'avenir et conserver l'image « nature » du département : anticipation du changement climatique, partage du foncier, de l'eau, de la biodiversité...
- le maintien et le développement d'un **accès aux produits locaux à un prix accessibles** pour les habitants
- l'intérêt de créer des **synergies entre agriculture, transformation et tourisme** pour une économie locale dynamique, sans tomber dans le « tout tourisme » pour avoir une activité à l'année
- permettre une **meilleure reconnaissance du métier d'agriculteur** dans la société (en lien avec une revalorisation des revenus et une meilleure connaissance mutuelle des acteurs)

Les 2 écueils que les acteurs souhaitent éviter :

- le « repli sur soi » économique,
- la « muséification » de l'agriculture/du territoire (à l'opposé de l'innovation)

Cette « vision » commune a comme corollaires :

- un besoin d'échange entre acteurs, sans oublier les acteurs économiques de l'aval
- un besoin d'adaptation, d'innovation, qui passera peut-être par de la formation, le partage de références technico-économiques
- une mise en lien / en résonance des politiques agricoles, d'aménagement, touristiques, environnementales sur le territoire
- le soutien aux initiatives de structuration et de valorisation des filières locales (y compris pour des valorisations hors territoire)
- une prise en charge volontariste de la question de l'installation : l'agriculture n'est plus seulement une activité qui « s'hérite ». Cela passe par une stratégie foncière adéquate.

Ces points devront être validés puis transformés en actions lors de l'atelier du mois d'octobre.

Vos interlocuteurs

Direction régionale de l'alimentation,
de l'agriculture et de la forêt
Occitanie
Jean-Pierre CASSAGNE
05 61 10 62 67
jean-pierre.cassagne@agriculture.gouv.fr

Direction départementale des territoires
de l'Aveyron
Delphine ROCHE
05 65 75 49 15
delphine.roche@aveyron.gouv.fr

BLEZAT Consulting
Julie SEEGERS, chef de projet
04 78 69 84 69
julie.seegers@blezatconsulting.fr

Vos ressources web

Google Drive
goo.gl/pCKUFN

Site internet de l'Etat en Aveyron
aveyron.gouv.fr